

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 10/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EG METAUX

ZA Nord Les Combes
41300 SALBRIS

Références : 2022 – 691/ PR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement EG METAUX implanté ZA Nord Les Combes 41300 SALBRIS. L'inspection a été annoncée le 30/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre d'une demande de la Mairie de Salbris suite à des constats de rejets suspects des eaux pluviales du site dans le fossé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EG METAUX
- ZA Nord Les Combes 41300 SALBRIS
- Code AIOT dans GUN : 0010004970
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société EG METAUX exploite des installations de tri, transit et regroupement de déchets non-dangereux de métaux et un centre de dépollution de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle des prescriptions applicables aux rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Impacts sur le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 2.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 4.3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 7.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Modification du champ d'application	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 1.8.1	/	Sans objet
Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 4.2.1.2	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 4.5.1	/	Sans objet
Auto surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 9.2.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 4.3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bassin de rétention/régulation des eaux pluviales qui fait également office de rétention des eaux d'extinction n'a pas été mis en place. Les eaux pluviales du site sont dirigées vers 2 points de rejets au lieu d'un seul.

L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29/12/2020.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Modification du champ d'application

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 1.8.1
Thème(s) : Autre, Modification des activités
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.
Constats : Les modifications au site n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance au Préfet.
Observations : L'inspection a constaté que le site s'est étendu sur la parcelle 308 avec rachat de l'habitation. Les modifications apportées doivent faire l'objet d'un porter à connaissance au Préfet..
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Impacts sur le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Impacts sur le milieu naturel
Prescription contrôlée : De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes : - plateforme imperméabilisée, - eaux pluviales dirigées vers un système de traitement avant rejet vers un bassin de rétention/régulation de 200 m ³ avant évacuation vers le milieu naturel ;
Constats : Non conforme. Absence de bassin de rétention/régulation.
Observations : Les eaux pluviales ne sont pas dirigées vers un système de traitement avant rejet vers un bassin de rétention/régulation de 200 m ³ avant évacuation vers le milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 4.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Non conforme.
Observations : Le plan des réseaux figurant dans le plan de masse est celui issu du DDAE de 2019 qui a été repris dans l'AP du 29/12/2020. Les réseaux du site ne correspondent pas à ce plan (bassin de rétention/régulation non implanté et 2 points de rejet des eaux pluviales au lieu d'un seul prévu).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de traitement des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. En particulier, une vérification visuelle à minima annuelle et un curage tous les 2 ans seront réalisés Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a présenté <ul style="list-style-type: none">- le BSD n°20220225-5B9RC9Q1Y du 25/02/2022 pour l'élimination de 8,5 tonnes d'eaux + hydrocarbures par la société GESSET (Vierzon 18).- le BSD n°31549 du 05/05/2021 pour l'élimination de 11 tonnes d'eaux + hydrocarbures par la société GESSET (Vierzon 18).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets n°1 et n°2
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes : Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté N° 1 Nature des effluents : Eaux pluviales de ruissellement sur les aires imperméabilisées Exutoire du rejet : Bassin de rétention/régulation du site puis fossé communal Traitement avant rejet : Séparateur d'hydrocarbures, en aval du bassin de rétention, Coordonnées Lambert : X : 627949 – Y:6705540 Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective : Milieu naturel Conditions de raccordement : Autorisation de raccordement Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté N° 2 Nature des effluents : Eaux usées domestiques Exutoire du rejet : Réseau eaux usées communal Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective : Station de traitement de la commune Coordonnées Lambert : X:627926 – Y:6705426 Conditions de raccordement : Autorisation de raccordement
Constats : Non conforme.
Observations : Deux points de rejet existants pour les eaux pluviales au lieu d'un seul. Absence de bassin de rétention/régulation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : Le bassin de rétention/régulation de 200 m ³ est dimensionné sur une base décennale d'une hauteur de pluie journalière. Le bassin de rétention a la capacité de stocker cet épisode pluvieux pendant environ 3 heures en cas de défaillance de la pompe de relevage. L'exploitant doit confiner les eaux pluviales sur le site en cas de débordement du bassin. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies sans préjudice des valeurs limites d'émission en termes de flux et de concentration définies dans la convention de rejet avec la commune de Salbris. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) Concentration moyenne journalière (mg/l) MEST : 35 DCO : 125 DBO5 : 30 Indice phénol : 0,3 Arsenic et composés (en As) : 0,1 Chrome hexavalent : 0,1 Plomb et composés (en Pb) : 0,5 Métaux totaux : 15 Cyanures libres : 0,1 Hydrocarbures totaux : 5 AOX :5 HAP : 0,25 NB : Les valeurs instantanées ne peuvent dépasser le double de cette limite.
Constats : Non conforme. Absence de résultats d'analyses.
Observations : Absence de bassin de rétention/régulation. Absence de prélèvements pour analyses en 2021: pas de possibilité de statuer sur le respect des VLE. Deux points de rejet des eaux pluviales au lieu d'un seul.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 200 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, ... est collecté dans ce même bassin de confinement . Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
Constats : Non conforme. Absence de dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie.
Observations : Absence de dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Auto surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets
Prescription contrôlée : Les paramètres définis à l'article 4.5 sont contrôlés selon une fréquence à minima annuelle, selon les normes en vigueur. Le premier contrôle est réalisé dans un délai de six mois à compter de la signature du présent arrêté. Les valeurs limites du chapitre 4 s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie. Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.
Constats : Non conforme. Absence d'analyses en 2021 et au premier semestre 2022.
Observations : Pas de prélèvement pour analyses en 2021 soit dans les 6 mois à compter de la signature de l'AP le 29/12/2020. Un contrôle inopiné des rejets va être réalisé dès que possible sur les deux points de rejets existants par temps de pluie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet